LES LEÇONS DE THATCHER

PAR STUART HALL*

Margaret Thatcher est morte ce 8 avril. L'empreinte qu'elle a laissée sur la Grande-Bretagne – mais aussi sur la politique mondiale – n'est malheureusement pas près de disparaître tant il est vrai que la gauche n'est pas sortie de l'impuissance dans laquelle l'a plongée l'arrivée au pouvoir, en 1979, de « la Dame de fer ». L'article qui suit, publié par Stuart Hall en 1988, offre une analyse vigoureuse de ce qui fit la force historique du « thatchérisme » (le terme faisait à l'époque débat, certains commentateurs refusant de reconnaître la cohérence du projet et de la stratégie de Margaret Thatcher). On attend toujours une analyse équivalente à propos de l'ère Mitterrand, comme si les intellectuels français avaient davantage été stupéfaits et défaits par la « modernisation » mise en œuvre par les socialistes en France que les meilleurs de leurs collègues anglophones par la révolution thatchérienne. On mesurera en lisant ces pages combien les questions soulevées par Stuart Hall conservent leur brûlante actualité.

« *Ten lessons from Madame LaZonga; she does the rhumba, and she does the conga*[1]. »

Le processus de la « refondation » intellectuelle de la gauche a commencé. Il était temps, me direz-vous. Il faut reconnaître qu'il prend des formes singulières – dont la campagne intitulée « Le Parti travailliste vous écoute[2] » n'est pas la moins curieuse. Est-il vraiment utile d'écouter ce que tout un chacun a à dire de l'avenir du socialisme sans commencer par formuler nous-mêmes, à tout le moins, un certain nombre de thèmes et de propositions ? Les têtes pensantes du Parti travailliste ne finiront-elles pas par accoucher de quelque direction, de quelque orientation politique nouvelle ? Peu importe. Même cet exercice confus doit être considéré comme partie prenante d'un processus plus large – douloureux, tortueux, mais absolument nécessaire à tout renouveau du projet de la gauche.

Le problème n'est plus, en effet, de savoir s'il nous faut refonder la gauche et repenser son projet, mais *comment*. Il est tentant pour la gauche soit de s'en tenir à ses dogmes établis, soit d'embrasser le nouveau « consensus » thatchérien. On peut aussi avancer l'idée, plus radicale, qu'il ne serait pas mal de commencer ce processus de « refondation » par un peu de réflexion. Ce que laisse entrevoir la « révolution Thatcher », c'est que les bonnes idées, ou ce que les commentateurs politiques appelaient, au lendemain de la dernière élection, les « *grands thèmes* », ne tombent pas du ciel sans une armature idéologique à même de leur donner une cohérence. Par armature, nous voulons dire un point de vue sur ce que vit en ce moment la société, une vision de l'avenir et une capacité à les articuler de façon claire à quelques thèmes et principes énoncés tout aussi clairement, à une nouvelle conception de la politique. En bref, une stratégie politique. Pour cela, comme pour bien d'autres choses, la gauche ferait bien de commencer par « apprendre du thatchérisme ».

Or, rien n'est mieux fait pour semer la panique à gauche que cette proposition. Pour la gauche, l'idée même de thatchérisme est un pur anathème. Partout les honnêtes gens l'exècrent et l'honnissent. Là où se trouve le thatchérisme, la gauche ne saurait être. Ils habitent deux mondes non seulement différents et hostiles l'un à l'autre, mais mutuellement exclusifs. Que pourrait donc bien *apprendre* la gauche ? Du reste, ce slogan n'est-il pas une manière voilée d'imprimer au Parti travailliste un irrévocable virage à droite (l'ombre du « gouldisme[3] ») – une injonction à se réfugier dans la « *culture d'entreprise* », sur la base du principe : « *faute de les vaincre, joignons-nous à eux* » ?

Que la gauche confonde l'impératif d'analyser le « thatchérisme » avec une exhortation à l'assimiler tout entier trahit la posture défensive et le sectarisme résiduel qui affecte plusieurs de ses composantes. Il est temps de mettre fin à cette confusion malheureuse, notamment parce qu'elle constitue aujourd'hui un sérieux handicap politique. Si elle ne parvient pas à comprendre le thatchérisme – ce qu'il est, pourquoi il a surgi, quelle est sa spécificité historique, quelles sont les raisons permettant d'expliquer qu'il soit en mesure de redessiner la carte politique et de désorganiser la gauche –, alors celle-ci ne pourra pas se renouveler *parce qu'*elle sera incapable de comprendre le monde dans lequel elle doit vivre, ou qu'elle « disparaîtra » dans une marginalité définitive. Il est donc temps, dans le cadre de la « refondation », de mettre au clair ce que l'on entend par « apprendre

*Stuart Hall, sociologue et théoricien de la culture, a été l'un des principaux animateurs du célèbre Center for Contemporary Cultural Studies de Birmingham, ainsi que le fondateur de la *New Left Review*. On pourra lire en français certains de ses essais les plus importants dans *Le Populisme autoritaire* (2008 ; dont ce texte est extrait) ; *Identités et cultures. Politiques des cultural studies* (2008) ; et *Identités et cultures 2. Politiques des différences* (avril 2013).

du thatchérisme ». Et cela, non seulement en termes généraux, mais aussi par rapport à un exemple concret, comme la crise actuelle du système public de santé, du National Health System (NHS).

La crise comme occasion providentielle

La première chose que nous enseigne le thatchérisme à propos du NHS, c'est que les crises offrent autant d'opportunités qu'elles soulèvent de problèmes. Le problème, en l'occurrence, n'est pas tant de savoir comment réorganiser le NHS, que de savoir *comment utiliser la crise politiquement à notre avantage*. La gauche n'a pas seulement ici l'occasion de défendre le NHS, mais celle de construire une politique majoritaire. Car si elle n'est pas en mesure de développer une stratégie politique alternative à long terme, alors elle ne pourra pas non plus sauver le NHS. Ce qui distingue le mieux la politique idéologique d'envergure du thatchérisme du parlementarisme tactique et étroit du Parti travailliste, c'est précisément cet intérêt permanent pour le règlement stratégique et politique à long terme de crises qui semblent relever du court terme.

Après tout, l'agitation actuelle autour du NHS est la crise la plus longue qu'ait connue l'État social sous le règne de Mme Thatcher. Nous avons toujours su – et elle a toujours su – qu'il s'agissait de son talon d'Achille, que c'était *le* sujet sur lequel l'opinion populaire résisterait avec le plus d'obstination au projet visant à « *rompre le charme de l'État social* » – projet qu'elle a pourtant fermement défendu, malgré ses replis tactiques et ses déclarations selon lesquelles « *le NHS est à l'abri entre nos mains* ». Cet objectif, qui a été le moteur constant de la révolution thatchérienne de l'État social, l'Institute of Economic Affairs l'avait défini dès 1981 (Anderson, Tait et Marsland, *The Social Affairs Unit*, 1981 : je donne cette référence et je rappelle cette date pour le bénéfice des commentateurs politiques qui, à l'instar de Peter Kellner, se satisfont de l'idée ridicule selon laquelle le thatchérisme, parce qu'il est un maître tacticien, ne saurait avoir d'autre motivation idéologique que celle que prisent les psépholologues[4], c'est-à-dire la soif de pouvoir). Nous nous trouvons donc désormais devant une crise qui refuse de se dissiper, avec une couverture médiatique assidue (et souvent critique), une volonté populaire, à la fois composite et large, de changement, et un gouvernement provisoirement acculé dans les cordes. Comment la gauche et le Parti travailliste pourraient-ils *échouer*, politiquement, à tirer profit d'une telle conjoncture ?

Et pourtant plus la crise s'étend plus les bénéfices politiques et idéologiques de la gauche apparaissent, au mieux, comme « passifs ». Mme Thatcher a pris la crise en charge personnellement, ce qui est toujours de mauvais augure. « *L'impression que cherche à créer la Première ministre est qu'elle se réjouit que les discussions au sein de l'opposition et parmi les professionnels de la santé aient ouvert le NHS à son radicalisme. Ses porte-parole ont su répondre au sentiment de panique qui semblait s'emparer du gouvernement en soulignant le fait qu'elle était en train*

de "prendre la mesure de l'opinion publique"[5].» La discussion porte désormais exclusivement sur les «financements alternatifs» (ce qui, comme le sait tout enfant post-thatchérien de neuf ans, est une expression codée désignant la privatisation du NHS et l'extension massive de la médecine privée) et sur «*la mise à bas des obstacles à l'efficacité*» (autre expression codée pour désigner la destruction des syndicats du secteur de la santé et du service public).

Mais n'avons-nous pas déjà, par le passé, assisté à cela ? Une grande crise, une crise retentissante, puis inexorablement, à mesure qu'elle prend de l'ampleur, le vent qui commence à tourner, l'avantage idéologique qui change de camp, la victoire arrachée des mains de la défaite ? La politique, conçue par le thatchérisme comme une incessante «*guerre de position*» ? La crise comme occasion providentielle de restructurer radicalement la société (ou, comme l'écrit Gramsci, «*la reconstruction déjà en marche au moment même de la destruction*») ? Pourquoi continuons-nous à croire que cela ne peut pas arriver, alors que c'est ce qui nous arrive, régulièrement, depuis 1979, depuis l'élection de Mme Thatcher ?

Penser et agir stratégiquement

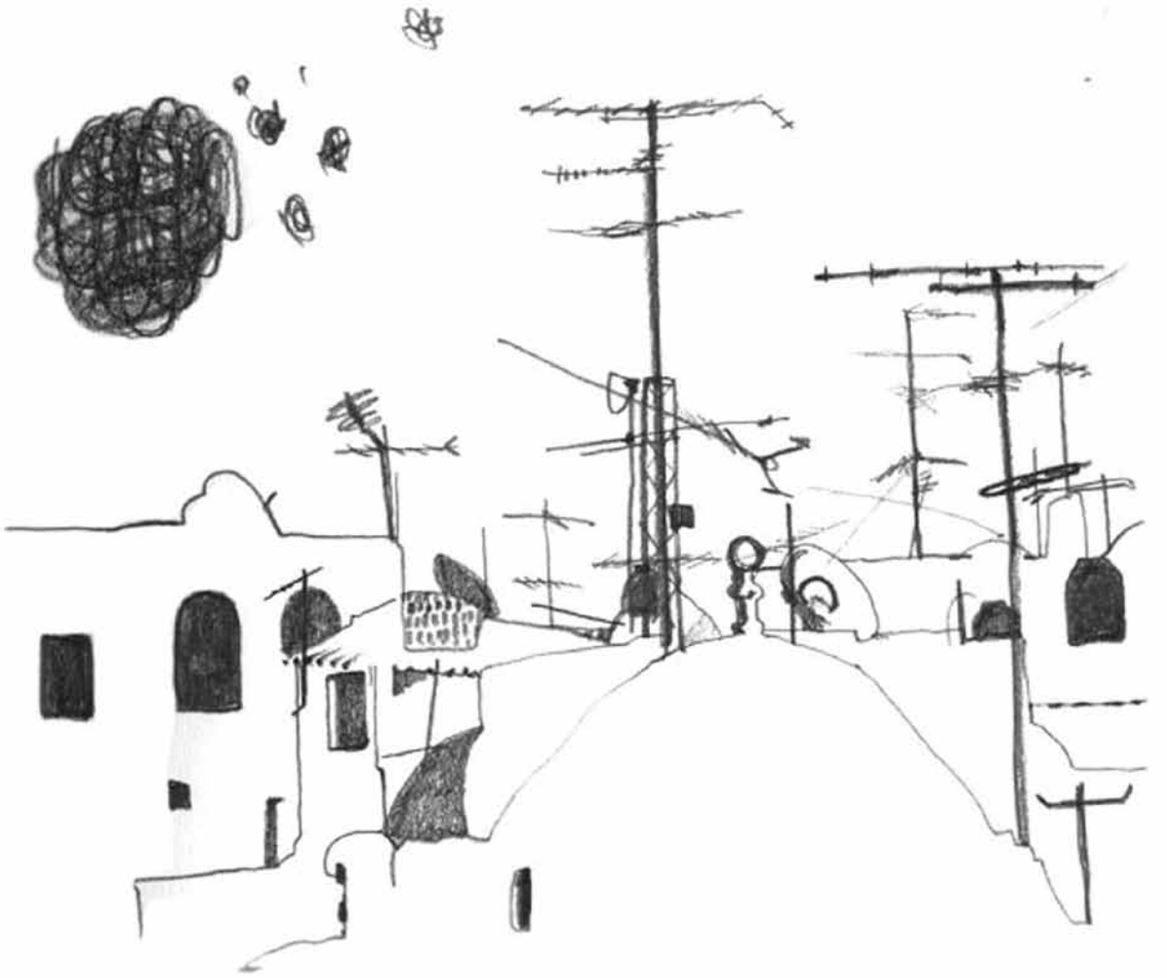
Il y a plusieurs raisons à cette réticence. La gauche ne cesse de se répéter que «*le compromis d'après-guerre a vécu*» ; mais nous avons encore du mal à penser politiquement un monde dont les principes fondateurs ne vont plus de soi. Nous nous contenterions assez volontiers d'une dénonciation moraliste du thatchérisme («*Thatcher est une peau de vache*») plutôt que de voir dans sa logique une véritable stratégie politique. L'autre raison, c'est l'attitude défensive de la gauche – comme si le grand méchant loup du révisionnisme thatchérien attendait pour nous dévorer que nous nous aventurions, ne fût-ce qu'un instant, hors du droit chemin de la sagesse habituelle de gauche. Notre sectarisme est souvent le produit de la peur ; et le monde en mutation est perçu comme un endroit étrange et menaçant, dépourvu de repères. Il est aussi symptomatique du fait que notre réflexion reste enfermée dans une conjecture historique déterminée, et que nos différents programmes demeurent liés aux circonstances (les années 1930, 1945) qui les virent naître.

Cette réticence est aussi le produit d'une certaine idée de la politique, qui relève moins de la théorie que de la routine intellectuelle. Nous continuons à penser selon une logique politique unilinéaire et irréversible, conduite par quelque entité abstraite que nous appelons «l'économie» ou «le capital», et qui se déploie vers une fin prédéterminée. Alors que la politique, comme le montre clairement le thatchérisme, fonctionne en réalité selon une logique langagière : *«On peut toujours changer les choses pour peu qu'on y mette du sien.»* La campagne actuelle autour de la réduction du budget du NSH *pourrait* se traduire par un bond des dépenses publiques. Mais elle peut aussi déboucher sur l'idée selon laquelle – puisque le NHS ne dispose pas d'un budget suffisant, que la demande est potentiellement illimitée, que les contribuables veulent payer moins d'impôts et que de l'argent circule dans le secteur privé – la seule solution consiste à le rentabiliser et à le privatiser. La différence entre le premier et le second scénario n'est pas déterminée par quelque inexorable «loi de l'histoire», mais par l'efficacité de notre intervention politico-idéologique, en particulier sur le «théâtre» de la politique et des conceptions populaires.

Attardons-nous un moment sur cette question des «conceptions populaires». Le soutien populaire au NHS est authentique. Mais la demande de baisse d'impôts l'est tout autant. (De même, l'attachement au système éducatif public est largement répandu ; mais l'impression qu'il commence en partie à s'effondrer l'est aussi.) Ces intérêts entrent véritablement en conflit. Ils se heurtent dans les têtes et les cœurs d'une foule de gens ordinaires qui ne sont pas des «thatchériens» convaincus – et qu'il nous faudra rallier si jamais les *principes* sous-tendant le NHS et l'éducation nationale devaient à nouveau s'imposer sous une forme nouvelle. Ce conflit entre les fidélités et les désirs est ce qui précipite le chaos et l'imprévisible dans le champ idéologique ; et c'est bien là la rupture sur laquelle capitalise le thatchérisme.

L'équilibre idéologique bascule ainsi lentement à son avantage, parce que le problème particulier du NHS est déjà résolu, pour la droite, par un ensemble d'articulations plus profondes que la gauche n'a pas même commencé à faire évoluer. On y trouve des propositions comme : le secteur public est bureaucratique et inefficient ; le secteur privé est efficace et rentable ; l'efficacité est inextricablement liée à la «*concurrence*» et aux «*forces du marché*» ; la «*culture de la dépendance*» conduit à multiplier les sollicitations vis-à-vis de l'État – à moins qu'elle ne fasse l'objet d'une discipline implacable –, formant un «*puits sans fond*» (le spectre du consommateur aux désirs sans limites) ; les institutions du secteur public, protégées par les syndicats du secteur public, sont toujours «*en sureffectif*» (*sic*) ; nous aurions plus de «*liberté*» si l'on restituait à chacun son argent et qu'on lui laissait le choix de la forme et du niveau de soins qu'il désire ; s'il y a de l'argent à dépenser, c'est le résultat direct de la «*prospérité*» thatchérienne, etc. Bref, la familière litanie thatchérienne, imprimée de manière indélébile dans l'opinion, et imposée partout au discours public et privé.

Ce qui est désagréable, évidemment, c'est que le thatchérisme, en dépit de la crise, continue de tenir le haut du pavé, parce que ses *thématiques*



politico-idéologiques se sont enracinées dans de larges franges de la population (y compris dans l'électorat du Parti travailliste).

S'il y a donc une chose que nous pouvons apprendre du thatchérisme, c'est qu'à notre époque, et dans le type de société qui est le nôtre, la politique ne peut être conduite qu'*idéologiquement*. Le thatchérisme a défini toute une série de stratégies sociales et économiques. Mais à aucun moment il n'a négligé la dimension idéologique. Les privatisations, par exemple, ont de nombreuses répercussions économiques et sociales. Mais le thatchérisme ne les mentionne jamais sans les construire idéologiquement (Sid[6], « *la démocratie des actionnaires* », etc.). Il n'y a aucun intérêt à proposer aux contribuables des réductions d'impôts sans en même temps les leur vendre comme faisant partie d'une offre globale de « *liberté* ». En ce sens, le thatchérisme présente toujours plusieurs facettes. Il se meut toujours sur plusieurs fronts à la fois. Il façonne les idées des gens en même temps qu'il restructure leurs vies et qu'il modifie le rapport des forces à son avantage.

C'est ce que l'on appelle un « projet politique hégémonique ». Pour le dire plus simplement, il s'agit de penser et d'agir *stratégiquement* – un mot d'ordre sans cesse brandi par la gauche. Mais savons-nous ce qu'il signifie en pratique ? Dans son récent pamphlet intitulé *The Politics Of Prosperity* (1987), Charlie Leadbeater soutient que « *penser stratégiquement* » exige de « *reconnaître l'ampleur et l'importance des changements de la dernière décennie. Cela ne consiste pas seulement à moderniser les politiques du passé.* […] *Il faut avoir une vision du type de société que cette stratégie est susceptible de créer.* […] *Elle doit être élaborée à partir des fondements des identités culturelles et des modes de vie qu'elle approuve et sanctionne* […] *à travers les mécanismes institutionnels qui les promeuvent et les entretiennent* […] *en vue de l'idéologie politique la plus aboutie* ». Ces différents aspects méritent d'être examinés plus avant.

L'« *ampleur et l'importance du changement* » ne renvoie pas seulement aux conséquences des coupes budgétaires et des restructurations thatchériennes. Certaines tendances économiques, sociologiques et culturelles profondes sont en train de remodeler entièrement la Grande-Bretagne. Même s'il se les approprie politiquement et les inclut dans ses propres stratégies, ce n'est pas le thatchérisme qui les a créées. Et tout gouvernement de centre gauche devra aussi les prendre en compte. En ce sens, que

nous le voulions ou non, nous vivons dans le même univers et sommes soumis à des conditions d'existence similaires. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser ces tendances.

Le thatchérisme a réussi à aligner sa « logique » historique, politique, culturelle et sexuelle sur certaines des tendances les plus puissantes du développement capitaliste. C'est ce qui lui confère cette suprême assurance qui lui donne l'air d'« avoir l'histoire de son côté ».

Tendances

Je rappellerai, en quelques mots, qu'à la fois le capitalisme organisé, le prolétariat industriel, le mouvement ouvrier et l'idée même de socialisme ont atteint leur maturité au début du XX^e^ siècle, avec la « révolution fordiste » de l'organisation de la production moderne, et dans les conditions qui lui sont associées. Le « fordisme » désigne les processus continus de fabrication à grande échelle de l'industrie moderne, le développement d'un prolétariat ouvrier qualifié, l'intensification du management, l'avènement des grandes firmes, l'essor de la consommation de masse, la concentration du capital, la marche vers la division technique du travail, l'intensification de la concurrence mondiale et la nouvelle expansion du capitalisme comme « système global ». Mais le fordisme ne s'est jamais limité à une révolution « économique ». Il a toujours été, aussi, une révolution culturelle et sociale (Gramsci l'avait parfaitement compris, comme le montre son essai fameux sur les rapports entre le « fordisme » et la réorganisation de la vie sexuelle, intitulé *Américanisme et fordisme*[7]).

Nous commençons maintenant, avec les cahots et les contradictions habituels, à passer à une société « postfordiste » ; certains théoriciens la qualifient de capitalisme désorganisé ou d'ère de la « *spécialisation flexible*[8] ». On peut ainsi considérer les évolutions actuelles en soutenant que la « privatisation » est la manière dont le thatchérisme exploite et adapte ce mouvement de fond à une stratégie politique et économique particulière, et dont il construit celle-ci en fonction d'une philosophie propre. Le thatchérisme a réussi, dans une certaine mesure, à aligner sa « logique » historique, politique, culturelle et sexuelle sur certaines des tendances les plus puissantes de la logique contemporaine du développement capitaliste. C'est ce qui lui confère, en partie, cette suprême assurance et ce ton de suffisance idéologique qui lui donne l'air d'« avoir l'histoire de son côté », d'être l'éternel contemporain de l'inéluctable marche du futur. La gauche, en revanche, au lieu de repenser *ses* stratégies économiques, politiques et culturelles à la lumière de cette « logique » sous-jacente et profonde de dispersion et de diversification (qui, après tout, n'est pas nécessairement l'ennemie d'une plus grande démocratisation), se contente de *lui résister* : si le thatchérisme peut s'en prévaloir, alors nous ne devons rien avoir à faire avec elle. Existe-t-il un moyen plus sûr de se rendre soi-même anachronique ?

« *L'importance du changement* » a, elle aussi, un sens plus concret, en rapport avec *cette* crise. Nous ne pouvons pas nous contenter, en effet, de défendre le NHS tel qu'il est, comme si rien n'avait changé depuis sa mise en place en 1947. En pratique, la gauche ne peut prendre l'avantage politique qu'en *élaborant sa propre critique du NHS* – puisque, comme chacun le reconnaît tout bas, tout n'allait pas comme sur des roulettes au NHS bien avant l'avènement du thatchérisme, et que tous les problèmes sont loin de découler de celui-ci. Il y a quelque temps de cela, dans cette même revue[9], Steve Ilife montrait qu'en réalité il n'y avait pas une, mais « *deux crises étroitement liées du service de santé. La première est une conséquence directe de la récession économique et des tentatives conservatrices pour y échapper* » (couplées, ajouterions-nous, au projet thatchérien de restructuration de l'État social). « *La seconde est une crise structurelle de la médecine elle-même, qui dure depuis des décennies et s'étend à l'ensemble du monde industrialisé.* »

Le noyau rationnel du thatchérisme

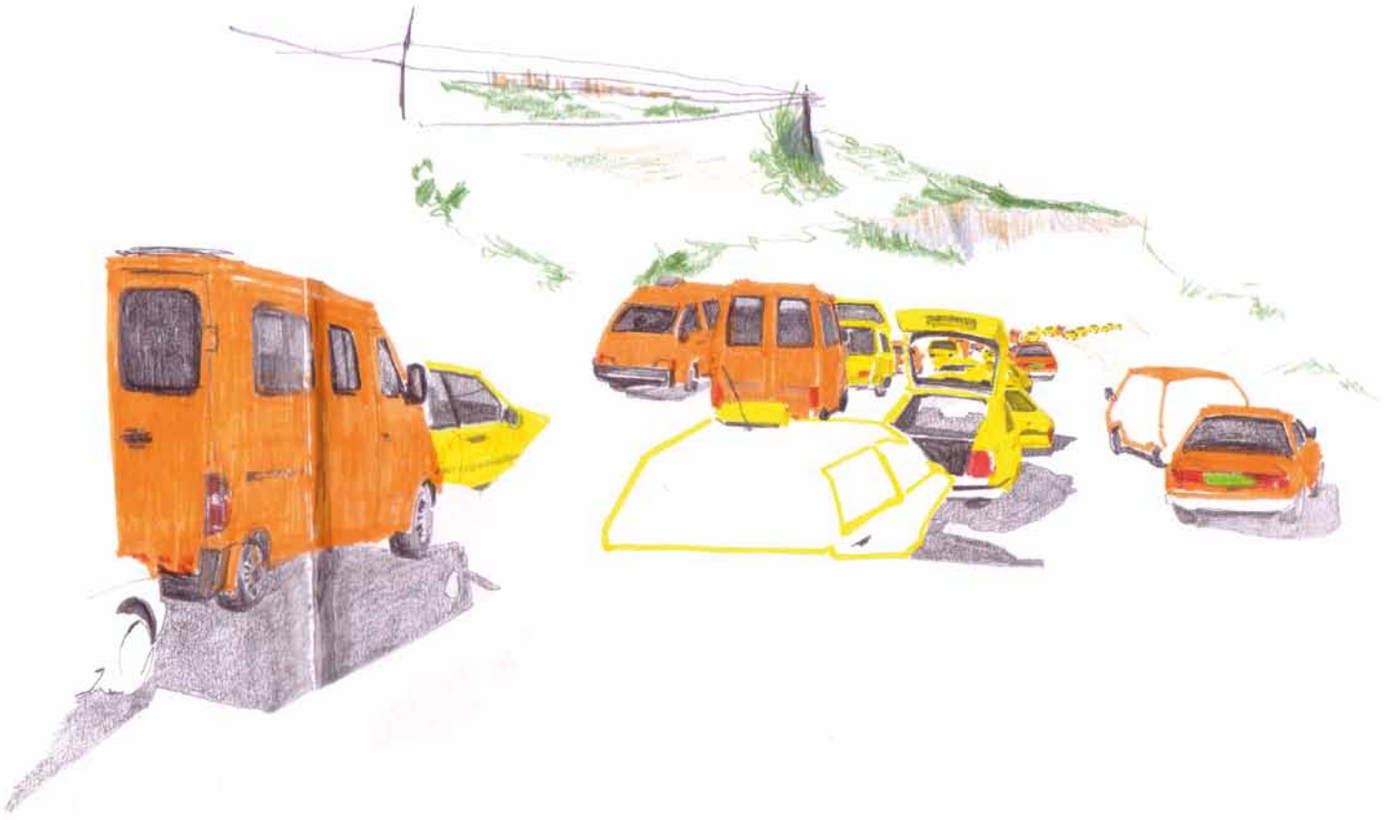
Mais il y a encore quelque chose de plus profond. Peut-être nous faudrait-il reconnaître que la critique thatchériste recèle souvent une *rationalité* qui reflète certains problèmes concrets que le thatchérisme, loin d'avoir créés, traite à sa façon. Et puisque nous habitons, en ce sens, le même univers, la gauche devra elle aussi les traiter. Or il faudra, pour y faire face, se confronter à des questions extrêmement délicates, telle que la crise fiscale de l'État social : hausse constante des coûts relatifs du NHS à mesure que s'élève l'âge moyen de la population, explosion des technologies médicales, diversification des besoins de santé, prise de conscience des facteurs environnementaux, demande croissante de soins préventifs, évolution des maladies, etc. La crise fiscale de l'État social n'est pas seulement un complot thatchérien, même si le thatchérisme, bien entendu, l'exacerbe à des fins politiques.

La réponse de la gauche est qu'*il y a* plus à dépenser si nous choisissons de le faire ; et c'est certainement vrai au vu de la part minuscule du produit intérieur brut que la Grande-Bretagne consacre à la

santé, comparée aux autres pays industriels. Mais ce n'est vrai que jusqu'à un certain point. Cette logique a ses limites, qui, loin d'être celles que le thatchérisme impose artificiellement aux dépenses, relèvent de la productivité de l'économie elle-même. La droite affirme de son côté qu'une fois cette limite atteinte (10,7 %, même aux États-Unis, contre les misérables 5,9 % britanniques), il ne restera plus qu'à choisir entre le rationnement par les prix (qui a sa préférence) ou par les files d'attente (ce à quoi est soumis le NHS depuis des décennies). Naturellement, la droite préfère rationner par les prix, puisque cela incite le patient à contrôler ses dépenses et maintient une pression sur le « marché de la santé » dans le sens d'une plus grande efficacité. Nous avons élevé des objections radicales contre cette solution ; ce ne peut être parce que nous ne jouons pas dans la même cour, mais seulement parce que nous n'avons pas la même stratégie. Mais l'avons-nous expliqué clairement ? Nos sympathisants et l'opinion savent-ils ce qu'il en est ?

Il est une chose, en tout cas, dont nous sommes certains, c'est que ce que nous appelons « stratégie » consiste à penser de façon soutenue et en interrelation – jusqu'à atteindre le point douloureux où une politique en rencontre une autre. Là où, d'un côté, par exemple, le projet de « dépenser plus pour le NHS » permet de surmonter l'échec de la gauche à élaborer une stratégie de développement économique ; et où, de l'autre, il se heurte à l'impopularité de la hausse d'impôts, sous la figure vivace (qui n'appartient aujourd'hui qu'à la droite) du « *contribuable souverain* ». Le thatchérisme se maintient aussi grâce à cette figure idéologique de « *l'homme économique* », mesure de toutes choses, qui ne comprend que le langage du *cash*, ne tombe jamais malade, n'a pas besoin qu'on nettoie ses rues ni que ses enfants reçoivent une instruction, ni même, à l'occasion, qu'ils respirent un peu d'oxygène. Il est manifeste qu'on ne peut pas remporter la bataille du NHS à partir du seul NHS. Si le thatchérisme emporte le débat autour de la « *création de richesses* », de la « *prospérité* » et de la « *liberté du contribuable* », il l'emportera tôt ou tard sur la privatisation du NHS.

Certes, on ne peut faire apparaître clairement sa stratégie aux gens que l'on cherche à convaincre que s'ils sont à même de voir en quoi elle s'oppose à la stratégie de l'autre camp, et de saisir les principes organisateurs, la perspective, les « thèmes philosophiques » qui l'en différencient. Les discours parlementaires sont peu de chose par rapport à une contestation idéologique systématique qui polarise



chaque sujet autour de deux types de conceptualisation (« la leur » contre « la nôtre »), et établit dans la conscience populaire une nette distinction de principe entre elles. (C'est exactement ainsi qu'à la fin des années 1970, Mme Thatcher « prépara le terrain » de son ascension, croquant sans pitié le monde dans une série d'images contrastées – l'« *étatisme* » du Parti travailiste contre sa « *liberté* » –, transformant la morne plaine de la politique consensuelle en un champ de bataille âprement disputé.) Il nous faut aujourd'hui trouver les moyens d'accentuer la différence entre la définition publique et la définition privée du besoin social, entre la fourniture de soins médicaux en fonction des revenus et en fonction des besoins, entre un service de pointe pour les privilégiés et un service de seconde zone pour le plus grand nombre, entre payer pour sa santé sous la forme d'une contribution universelle standard ou sous la forme d'une assurance privée. Ce sont là des principes organisateurs pertinents pour le NHS, mais aussi au-delà (ils s'appliquent également à l'éducation), car ils dessinent les grandes lignes d'une philosophie sociale qui doit s'efforcer de les articuler.

La contestation n'est cependant pas suffisante, car elle est, par nature, négative. Le thatchérisme ne s'est pas contenté d'élaborer une critique de principe de l'« *étatisme* ». Il a déployé une conception positive de la « *culture d'entreprise* », qui, malgré le scepticisme de la gauche, s'est enracinée à un degré surprenant. Cela montre qu'au-delà du battage politique, il y a là quelque chose qui, dans l'esprit populaire (son « noyau de rationalité » ?), touche à des problèmes bien réels. Il n'est que de songer au relatif « retard » de la Grande-Bretagne, à ses médiocres performances comparées à d'autres pays capitalistes et à son traditionalisme étouffant, qui sont liés à l'une des cibles privilégiées de Mme Thatcher : le pouvoir des « *droits acquis* ».

Développer cette perspective plus positive nécessite de *thématiser* la crise du NHS dans le cadre de débats idéologiques plus larges : par exemple, autour de « *la politique du libre choix* » ou de l'alternative entre État et marché. Le thème populaire du « *libre choix* » n'appartient pas nécessairement au thatchérisme. On peut tout aussi bien considérer qu'il appartient à un ensemble d'attitudes plus profondes et plus anciennes : « *Pourquoi les gens ordinaires ne pourraient-ils pas eux aussi participer à l'action ?* » En ce sens, le « *libre choix* » appartient tout autant au répertoire politique du radicalisme populaire qu'à celui de la droite radicale populiste. Le problème, c'est que le thatchérisme *a articulé* ce désir populaire au « *marché libre* » et à la très puissante idée de « *liberté* » – qui ne peut en réalité lui convenir que sous une certaine forme et à un certain prix. Quant à la gauche, en acceptant ce couplage (qui est assuré non pas naturellement mais par la politique thatchériste), elle a du même coup laissé tomber le libre choix. Il est pourtant possible de reconstruire cette idée à partir de thèmes comme la diversité croissante

de la société, l'égalité des chances, l'encapacitation (*empowerment*) des individus à travers le « *droit à choisir* » (même s'il s'agit seulement, dans un premier temps, de choisir son généraliste, de disposer d'un plus grand éventail de thérapies et de services d'aide publique dans les centres médicaux, ou du droit de savoir ce qui ne va pas et de consulter son dossier médical) ; ou encore à partir de la distinction entre liberté négative et liberté positive. Ce qui veut dire, en un mot, dramatiser la crise du NHS à partir des concepts que le thatchérisme *n'a pas* réussi à s'approprier : la démocratisation, les droits et l'extension de la citoyenneté sociale.

La gauche et l'étatisme

Néanmoins, la gauche ne peut espérer aller très loin dans cette voie tant qu'elle n'aura pas clarifié ses idées sur la question sous-jacente du principe stratégique : « Marché ou État ? » La gauche disposait jadis, bien avant le néolibéralisme de la nouvelle droite, d'une critique de l'« *étatisme* » sous sa forme staliniste et fabianiste. Nous n'avons pourtant jamais poussé la réflexion au-delà du point où elle était susceptible d'être détournée par les défenseurs du marché libre, notamment en raison de la connivence du travaillisme avec le fabianisme. La prétendue « *redécouverte du marché* » n'est *pas* exclusivement un phénomène de droite (comme pourrait vous le dire tout économiste hongrois, soviétique ou chinois). Et la plus grande flexibilité, le flux d'informations et la maximisation du choix célébrés par le marché font partie de cette « dynamique de changement » que nous avons identifiée.

Pourtant, le « marché », au sens générique, ressemble assez peu au « *libre jeu des forces du marché capitaliste* » (autre raccourci thatchérien). Et l'un et l'autre sont encore différents de la « religion du marché » : à savoir la rentabilité comme seul critère d'une vie bonne ou du besoin social. Sous leurs formes déréglementées, les « *forces du marché* », comme elles l'ont toujours fait, créent d'une part une dynamique et des richesses, et de l'autre des pertes et des inégalités grossières. Quant à la rentabilité conçue comme seule mesure du bien social et aux « nouveaux benthamiens » de Mme Thatcher, qui « *considèrent le petit commerçant moderne, en particulier anglais, comme l'homme normal* », et appliquent « *cet étalon de mesure au passé, au présent et à l'avenir* », Marx a sans doute dit tout ce qu'on pouvait en dire lorsqu'il évoqua M. Tebbit, M. Baker, Lord Young, M. Ridley et sa tribu de philistins : « *Des génies ès bêtise bourgeoise.* » Selon une conception adéquate de la modernité, ce sont des primitifs culturels. Tout juste sont-ils descendus des arbres.

De même que nous n'avons pas suffisamment réfléchi à ce que signifie l'« *appropriation* » du marché par la gauche – quelles formes elle peut prendre, jusqu'où elle doit aller, quelles sont ses limites nécessaires –, notre critique de l'« *étatisme* » en est restée à un stade extrêmement primitif. Si « l'État » n'est plus le gardien monolithique du socialisme, alors quel est son rôle ? Quelles doivent être les formes institutionnelles d'un État réactif (plutôt que prescriptif) ? D'un État régulateur (plutôt que centralisateur) ? D'un État dont la fonction n'est pas de restreindre, mais d'étendre la société civile et le caractère démocratique de la vie sociale ? Et (question joker) comment formuler et représenter l'« intérêt social » autrement que sous une quelconque forme étatique ? La gauche peut-elle abandonner l'idée de planification rationnelle des ressources, celle de choix rationnel entre certaines priorités dans une société de pénurie, et renoncer en même temps aux « grands récits » de la Raison et du Progrès ? Pouvons-nous combiner une plus grande utilisation des mécanismes du marché avec une plus grande régulation (plutôt qu'avec la « dérégulation ») ? Nous posons ces questions difficiles pour bien faire comprendre qu'une gauche en quête d'une position stratégique dans la vie politique doit *ouvrir ce débat*, prendre possession de cet ordre du jour, au lieu de se laisser emporter dans le sillage de l'Adam Smith Institute[10].

Le passage de l'État monolithique, pourvoyeur omniprésent, à une « société civile » pluralisée suppose également que notre réflexion valorise certains théâtres et domaines de la société où se jouent de nouvelles identités sociales, que la gauche, typiquement, a largement négligées. On peut citer, dans le cas du NHS, le rôle des consommateurs de soins médicaux dans la définition des besoins et du type de prise en charge ; ou encore la question des « droits » du citoyen dans une société toujours mieux portante, parallèlement à son statut de producteur ou de fournisseur. Tout cela traduit l'entrée en jeu, dans les discours d'un socialisme contemporain, de la politique du privé comme du public ; de la vie domestique, familiale et sexuelle comme de la vie de la république ; « *le personnel comme politique* ». Comment pourrions-nous mieux comprendre l'interpénétration progressive, dans notre société moderne, de ces sphères prétendument séparées qu'en observant le domaine de la santé, des soins médicaux, de la maladie et du corps ? Comment lancer plus opportunément le passionnant défi de les penser ensemble que dans le cadre du débat sur le NHS ? C'est ce que quiconque écoute attentivement les auditeurs des émissions de radio interactives consacrées à ce sujet entendra avec une clarté remarquable.

Le passage, après 1945, d'un État en constante expansion à un « État-société civile » démocratisé et plus diversifié (mais aussi « déclinant ») est l'une des avancées les plus décisives de la pensée de gauche au

xx^e siècle. Elle modifie le sens et l'image mêmes du socialisme. Cela revient à repenser celui-ci dans la perspective de certains thèmes majeurs du féminisme et des politiques sexuelles. (Quelqu'un à Walworth Road, au siège du Parti travailliste, y est-il prêt ?) C'est en outre d'une nouveauté saisissante (qui nous permet de nous approprier de nombreux thèmes qu'excluait notre engagement « *étatiste* »), puisque l'expérience moderne de la société contemporaine a été assumée par ce nouveau socialisme en même temps qu'elle l'a transformé. Toute l'« expérience » des déformations du stalinisme et de la social-démocratie fabiane s'inscrit dans cette évolution.

Il n'y a pas de « majorité naturelle » en faveur de l'État social

Nous nous sommes intéressés jusqu'ici à la question des « conceptions populaires ». Néanmoins, la « stratégie » ne peut pas être qu'un problème de politique idéologique. La question est aussi de savoir comment élaborer autour de ces idées une politique populaire ou, pour le dire plus simplement, comment construire des alliances. La gauche a besoin de former une majorité autour du NHS, mais pas en se contentant de refléter passivement le fragile consensus existant. L'alliance qu'elle forme aujourd'hui, composée d'intérêts sociaux aussi hétérogènes que ceux du BMA[11] – chefs de service, jeunes médecins, infirmières et personnels auxiliaires –, a très peu de chances de réussir et est destinée à s'effondrer au premier coup de baguette magique du thatchérisme, à moins que certains facteurs d'unité, soudés pour faire « bloc », ne viennent la consolider. Toute alliance plus large en faveur d'un système de soins universel et libre doit se construire par-delà les classes. C'est-à-dire qu'elle doit être le résultat conscient d'une politique conçue pour parler à des individus qui occupent des positions sociales très diverses : la grande majorité des déshérités pour qui un NHS financé par l'État est une question de survie ; les familles à faibles revenus, victimes du chômage, ou monoparentales, qui ne peuvent pas s'en sortir autrement ; la masse écrasante des travailleurs, que la sous-secrétaire d'État à la Santé Edwina Currie a récemment invités à renoncer à leurs courtes vacances pour pouvoir se payer une assurance santé privée « *appropriée* » ; mais aussi les enseignants et les travailleurs du secteur public, ceux du secteur des services et ceux de la classe moyenne, qui *pourraient* être en mesure de se payer une assurance maladie privée (en particulier si M. Brittan obtenait gain de cause, et si ceux qui se tournaient vers le secteur privé bénéficiaient d'un dégrèvement) mais qui accordent de la valeur à un service où, au milieu de la « *culture d'entreprise* », le meilleur revient à ceux qui en ont le plus besoin plutôt qu'à ceux qui gagnent ou qui possèdent le plus, etc. Il s'agit d'une politique qui se confronte enfin à l'immense diversité de la société contemporaine, et qui sait comment s'adresser à elle.

L'idée d'utiliser la crise pour bâtir une majorité implique d'en finir avec l'illusion qu'il y aurait une majorité innée, permanente et automatique, favorable à l'État social. Mieux vaut commencer par se dire qu'il n'y a pas de « majorité naturelle » en faveur de quoi que ce soit. La classe, le grand bouclier de la gauche, n'a certainement pas disparu. Il est même certain qu'elle n'est nulle part plus profonde que dans la distribution des maladies, des types de soins et de mort, comme l'a parfaitement montré l'épisode *Death Of The Working Classes*, de la série *Horizon*[12]. Mais les forces sociales, économiques et culturelles profondes qui œuvrent à l'avènement de l'ère du « capitalisme organisé », couplées à la vigueur de la reconstruction thatchérienne, ont décomposé et fragmenté la classe en tant que force politique unifiée, brisant l'ensemble des liens soi-disant automatiques entre l'économie et la politique – si tant est que cette « unité » ou ce « lien automatique » ait jamais existé (ce dont on peut douter). La multiplication de nouveaux antagonismes, caractéristique de nos sociétés « postindustrielles » émergentes, accentue la fragmentation du champ politique en même temps qu'elle offre de nouveaux lieux d'intervention, et disperse les forces sociales au lieu de les unifier. Ces processus ont défait les vieilles majorités (qui, bien sûr, loin d'être « naturelles », ont toujours été, politiquement, construites) et entamé les vieux programmes de la gauche.

La vérité est têtue, et les intérêts sociaux *sont* contradictoires. Il n'y a pas de lien automatique entre l'appartenance de classe, la position politique et l'inclination idéologique. Les majorités doivent être « faites » et « gagnées » – non reflétées passivement. Elles se composent d'intérêts sociaux hétérogènes, représentés à travers des identités sociales conflictuelles – comme celles qui se font jour autour du NHS. Si elles ne sont pas unifiées par un projet politique plus large capable de passe outre leurs différences réelles sans les effacer, elles s'effondreront (ou, plus exactement, Mme Thatcher, qui *sait* reconnaître et exploiter les différences, les écrasera).

Tout comme elle doit s'efforcer d'unifier les identités et les intérêts sociaux existants, la gauche doit également se mettre « du côté des nouvelles clientèles ». Par exemple, les mères qui s'impliquent dans les soins des enfants à l'hôpital ; les mouvements sociaux pour une alimentation plus saine ; pour une meilleure prise en charge du corps ; pour un contrôle accru des femmes sur leur fécondité et leur reproduction ; pour une relation moins inégale entre les patients et le corps médical ; pour plus de médecine préventive ; pour un environnement plus salubre ;

pour un programme d'éducation de la santé qui ne soit pas à la merci des lobbies industriels, des compagnies pharmaceutiques ou des fanatiques homophobes et anti-avortement de la « minorité morale ». Si elle savait comment articuler ces forces nouvelles autour de la grande expérience égalitaire de la maladie, qui frappe chacun tôt ou tard, sans distinction de classe ou de revenu, la gauche découvrirait aussitôt cette société qui, *considérée de façon plus diversifiée*, n'est pas du tout « passive » vis-à-vis des nouveaux besoins en matière de santé et de soins médicaux. Les gens pensent que le NHS a besoin de davantage de moyens. Mais ils veulent aussi faire quelque chose, comme le suggère le mouvement pour la santé publique ou « Health Alert ». Le lien si souvent établi par la gauche, bon gré mal gré, entre État social et passivité a eu des conséquences désastreuses. Mais il n'est pas inévitable.

Le Parti travailliste n'a pas d'ordre du jour moral propre, hormis celui qu'il a hérité des conservateurs.

Si ce combat doit s'insérer dans une stratégie politique large et populaire, il doit être mené, en dernière analyse, comme une « lutte pour les identités populaires ». C'est-à-dire qu'il doit s'attirer l'éventail le plus large possible d'aspirations populaires sur le thème de la santé, permettre à des personnes de toutes sortes de se reconnaître dans cette conception nouvelle de la santé, et donc de s'y identifier de mieux en mieux. Une fois abandonnée l'idée d'une identification automatique à l'État social que garantirait la position de classe, il ne reste plus qu'à s'attaquer à la question du moment subjectif en politique ; car une nouvelle conception de la société ne peut s'accomplir que si les gens s'y identifient et en deviennent les sujets. Le thatchérisme a une idée très précise de qui sont ses sujets idéaux, de qui personnifie le mieux ses valeurs sacrées. Il utilise son agenda moral comme l'un des principaux terrains où ces identités sont définies : les gens normaux et respectables qui peuplent les fantasmes de la nouvelle droite, en relation avec les débats en cours sur l'avortement, les violences sur mineurs, l'éducation sexuelle, les droits des homosexuels et le sida. C'est surtout par l'intermédiaire de cet ordre du jour moral que la nouvelle droite est devenue une force culturelle. Et il est significatif que toutes ces questions d'« hygiène morale » débouchent directement sur une définition élargie de la santé sociale.

Le Parti travailliste n'a pas d'ordre du jour moral propre, hormis celui qu'il a hérité des conservateurs. Il ne constitue donc pas une force à même de participer activement à l'élaboration de la culture et à l'éducation du désir. Le paradoxe est que, chassée par la porte, la politique de l'identité et du désir revient par la fenêtre, réclamant une vengeance terrible et régressive.

Il devrait dès lors apparaître clairement qu'il n'est pas si facile d'« apprendre du thatchérisme », tout comme il ne s'agit absolument pas d'essayer de faire ce qu'il fait, en y ajoutant une touche de « sollicitude » (*caring*). Il s'agit au contraire de se livrer à un exercice douloureux, qui implique que la gauche règle ses comptes de façon radicale avec son propre passé, et qu'elle se heurte franchement aux forces qui minent le sol même sur lequel elle s'est toujours appuyée.

NOTES

1. « Dix leçons de Madame LaZonga ; elle danse la rumba, et elle danse la conga. » Reprise des paroles d'une chanson de Jimmy Dorsey (1940) : « *Six lessons from Madame La Zonga / You'll do the rhumba and the new La Conga / Six lessons in Madame's cabana / And you'll develop your hip and your knee; / And say, by the way, if you're short it's okay, / if Madame likes you, the lessons are free* » (*NdT*).
2. Campagne de consultation des électeurs lancée par le Parti travailliste à l'automne 1987 (*NdT*).
3. Philip Gould, conseiller stratégique du Labour, fut, dans les années 1980, un des maîtres-d'œuvre de l'ouverture du parti aux méthodes de communication. Il a fondé en 1985 son propre institut de sondages, Philip Gould Associates, qui travaille en partenariat avec des multinationales (BP, British Airways, Mars, Coca-Cola) (*NdT*).
4. La pséphologie se veut une science des tendances électorales et des intentions de vote (*NdT*).
5. *The Guardian*, 27 janvier 1988.
6. Sid, personnage publicitaire, reste une des images les plus durables de la campagne de privatisations des années 1980 en Grande-Bretagne. C'était un type ordinaire chargé de convaincre des gens ordinaires d'acheter des actions British Gas au moment de sa privatisation, en 1986 (*NdT*).
7. Antonio Gramsci, *Américanisme et fordisme,* in *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1978, p. 112-113.
8. Voir Robin Murray, « Benetton Britain », in *Marxism Today*, novembre 1985.
9. C'est-à-dire *Marxism Today*, octobre 1986.
10. Groupe de réflexion libéral fondé en 1977 qui figure parmi les principaux inspirateurs des réformes engagées par Margaret Thatcher (*NdT*).
11. British Medical Association, équivalent anglais de l'Ordre des médecins français (*NdT*).
12. Série de documentaires scientifiques, produite par la chaîne BBC-2 (*NdT*).